

CONTRATOM

Uranium appauvri - Liaisons dangereuses de l'OMS

Une campagne qui a besoin de VOTRE soutien !

Cet hiver, le scandale de l'Uranium Appauvri (UA) a enfin éclaté au grand jour. Cela fait des années que CONTRATOM ainsi que d'autres ONG - comme le GSsA - par exemple à Genève, se préoccupent de ce grave problème, mais jamais jusqu'à cet hiver, on n'avait vu les médias relayer ces informations avec autant de vigueur.

Pendant plusieurs semaines, chaque jour, de nouvelles «révélations» fracassantes apparaissaient dans la presse. Pourtant l'essentiel était connu depuis longtemps, en tout cas depuis une certaine guerre du Golfe... Mais là, soudain, la proximité des Balkans et le fait que des soldats européens étaient aussi touchés ont permis à cette information de parvenir au grand public.

CONTRATOM a saisi l'occasion pour engager une campagne sur cette question de l'U.A. (Uranium Appauvri) et sur les «liaisons dangereuses» de l'OMS avec une Agence Internationale pour l'Energie Atomique (AIEA) dont la finalité est la promotion du nucléaire. (v. pages intérieures) La place des Nations a ainsi été le théâtre d'une conférence de presse «spectaculaire» à ce sujet (v. ci-contre)

Aujourd'hui, il ne faut pas laisser retomber la pression et, comme toujours, nous avons besoin de votre soutien pour appuyer notre démarche en signant et faisant signer les lettres-pétitions encartées dans ce numéro spécial.

N'oublions pas que l'U.A. n'est... qu'un sous-produit de l'industrie nucléaire, et qu'une fois encore on voit le nucléaire militaire et civil marcher bras-dessus, bras-dessous !

Il faut s'en rappeler aussi, à un moment ou par exemple à travers le nouveau projet de loi atomique (LENu) du Conseil fédéral, celui-ci a engagé la bataille contre les initiatives fédérales «Sortir du Nucléaire» et «Moratoire Plus» pour pérenniser l'utilisation de l'atome dans notre pays. Nous reviendrons d'ailleurs très prochainement dans nos colonnes sur ce sujet.

Philippe Gobet

12 février 2001 :
120 minutes
pour réveiller
l'OMS...



Le concept imaginé par CONTRATOM pour sortir l'OMS de son mutisme et pour attirer l'attention du public via les médias était quelque peu audacieux :

1. Révéler, au cours d'une conférence de presse, l'existence de l'accord OMS-AIEA, ignoré de tous, ou presque. Fournir, dans le dossier de presse, les documents officiels et des textes en rapport avec notre démarche.
2. Remettre une lettre à l'attention de M. Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, lui demandant de mettre un terme à un accord contre nature entre deux agences de l'organisation qu'il dirige.
3. Remettre une lettre à l'attention de Mme Gro Harlem Brundtland, directrice générale de l'OMS, lui demandant de dénoncer cet accord qui l'empêche de respecter sa Constitution.
4. Offrir des «images» aux médias, notamment avec les performances de la troupe «Les montreurs d'images» qui, avec cinq acteurs et une musique de circonstance, a su remarquablement relever le défi.

Habituellement, les conférences de presse durent une heure environ. La nôtre nécessitait le double. L'horaire fut respecté et le programme se déroula comme prévu.

A 11 heures pile, notre bus affrété pour la circonstance se gare place des Nations, près de la chaise mutilée, symbole des victimes des mines. Une escouade de policiers observe la scène depuis un véhicule blindé.

Après une brève présentation du programme par Pierre Vanek, le professeur Michel Fernex exprima le souhait de voir l'OMS rompre les liens que l'AIEA lui impose depuis 1959. Avec pour conséquences la tragédie qu'il a observée à Tchernobyl, et l'inacceptable silence de cette institution dans l'actuel scandale de l'usage des armes à uranium appauvri sur les champs de bataille.

Roland Desbordes, président de la Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité (CRIIRAD) venu de Valence a précisé que depuis des années, l'UA est employée dans la composition de biens de consommation sans que l'OMS ne s'inquiète des effets sanitaires. Tout cela pour ne pas déplaire à l'AIEA !

Après avoir répondu aux questions des journalistes et assisté au «préambule» des Montreurs d'images, le bus se rend à la «porte de Pregny» accès officiel au site de l'ONU. Notre délégation est attendue par une équipe de la sécurité qui conduira Sylvie, Raymond et Philippe auprès de Madame Marie Heuzé à qui sera remise la lettre pour M. Annan. Il faut dire ici que ce dernier ne doit pas souvent recevoir pareille missive: Enveloppe au format C3 (32 x 44 cm) réalisée en véritable papier à la cuve, adresse calligraphiée par une artiste en la matière, Katia Waeber, et lettre surdimensionnée au format A3.

Le bus prend ensuite la direction de l'OMS où l'accueil - contrairement à celui de l'ONU - n'a pas pu être préparé avec les responsables. En effet, lors de l'entretien préalable que nous avons sollicité pour expliquer notre démarche, le Dr Richard Helmer nous a répondu: «Envoyez votre lettre par la poste!» Et de nous affirmer que nous étions dans l'erreur, que l'OMS était parfaitement à l'aise pour remplir sa mission malgré cet accord avec l'AIEA qui ne gênait personne. Nous avions alors jugé préférable de lever la séance, non sans avoir confirmé la date, l'heure et le lieu où la dite lettre serait délivrée...

- Suite en dernière page -

Libérez l'OMS du lobby pronucléaire !

Ce titre emprunté à la Tribune de Genève du 13 février dernier résume parfaitement l'objectif de l'action menée la veille par CONTRA^{ATOM}.

Il nous met face une inquiétante accusation: l'Organisation mondiale de la santé serait-elle prisonnière de l'industrie nucléaire? La grande majorité de nos interlocuteurs ne peuvent y croire.

Et pourtant, la réalité est bien là: depuis 1959, l'OMS ne peut rien entreprendre, ne peut rien publier sans avoir l'accord de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), les promoteurs officiels du nucléaire.

Une année auparavant, l'OMS avait déjà choisi la voie qu'elle emprunte aujourd'hui encore en terminant un rapport sur l'évolution de la santé mentale des populations à l'ère nucléaire par ces vœux:

«La solution la plus satisfaisante pour l'avenir des utilisations pacifiques de l'énergie atomique serait de voir monter une nouvelle génération qui aurait appris à s'accommoder de l'ignorance et de l'incertitude.»¹



Ainsi, depuis plus de 40 ans, cette gigantesque organisation que le commun des mortels considère comme «humanitaire» défend en fait les intérêts de l'industrie nucléaire.

On tombe de haut ! Même à l'ONU, où le soussigné s'est vu répondre par

une cheffe de service *«je ne vous crois pas !»* Il a fallu lui mettre l'accord sous les yeux...

Tout s'explique !

Dès lors, reniant sans vergogne sa constitution qui prévoit que le but de l'OMS est *«d'amener tous les peuples au niveau de santé le plus élevé possible»* cette institution va s'employer à ne pas entraver l'essor de l'énergie nucléaire sous toutes ses formes, y compris les plus meurtrières. Au besoin, en ayant recours aux mêmes pratiques que celles utilisées par les promoteurs de *«l'atome pour la paix»* dans le but de minimiser les méfaits et les dangers potentiels du nucléaire: désinformation, dissimulation, mensonge, secret, etc.

Ainsi s'explique par exemple que l'OMS ait attendu cinq ans avant de se rendre à Tchernobyl, laissant l'AIEA occuper le terrain et «gérer l'information» de manière à sauvegarder coûte que coûte l'image d'un «nucléaire égale énergie propre». Avec un bel entêtement, puisqu'un récent rapport officiel assure toujours que Tchernobyl n'a fait que 31 victimes !²

Ainsi s'explique également l'attitude ambiguë de l'OMS dans la «controverse» sur l'uranium appauvri. Attitude qui illustre parfaitement son souhait, exprimé en 1958, d'une nouvelle génération qui aurait appris à *s'accommoder de l'ignorance et de l'incertitude*. Nous sommes cette génération !

Et cette ignorance et cette incertitude sont actuellement entretenues par tous ceux qui ont intérêts - financier, militaire ou politique - à les faire

durer le plus longtemps possible. Tout en étant pleinement conscients des ravages sanitaires et environnementaux qui en découlent et qui en découleront encore durant des milliards d'années.

Une fausse controverse

Quelqu'un a dit: *«En s'accouplant, le mensonge et la crédulité enfantent l'opinion»*. Le message qu'il convient de faire passer est conforme à l'intérêt des militaires et de leurs alliés. Il est fort bien exprimé dans cet ordre donné le premier mars 1991 par le colonel américain Ziehm au Dr Doug Rokke, responsable de la prévention et de la décontamination pendant la guerre du Golfe:



«L'impact de l'uranium appauvri (UA) sur l'environnement a soulevé et continue de soulever des inquiétudes. Par conséquent, même si personne ne met en doute l'efficacité de l'UA sur les champs de bataille, les projectiles à UA pourraient devenir politiquement non acceptables et être donc éliminés de nos arsenaux. Je crois qu'il faudrait donc penser à cette question délicate au moment de rédiger les rapports après les opérations.»³

C'est clair: ils veulent continuer à utiliser l'uranium appauvri à tout prix, et ne vous avisez pas d'entraver leurs intentions, sinon...

Depuis dix ans, cet ordre est respecté par tous ceux dont la conscience est à géométrie variable, et, malheureusement, ils sont nombreux: ce sont tous ces scientifiques qui utilisent leur savoir à des fins destructrices; tous ces militaires qui connaissent les effets de leurs ar-

scientifiques et de journalistes indépendants ou de personnalités du monde politique, médical ou religieux.

Animée par de nobles sentiments mais dépourvue des moyens financiers qui lui permettraient de se faire

entendre, l'opposition à l'utilisation de l'uranium appauvri a encore bien à faire avant de constituer une véritable entrave au développement d'une technologie tellement performante qu'elle est ju-

gée indispensable par les militaires. Et peu importe que sa toxicité et sa radioactivité soient capables d'anéantir la vie sur la planète...

Le pot de terre contre l'éternel pot de fer

Face à tout ce petit monde de bonnes volontés désargentées se tient une puissante coalition d'intérêts colossaux, disposant de moyens stratégiques et financiers pratiquement illimités: d'abord l'armée américaine qui tient là une arme qu'elle est bien décidée à maintenir dans ses arsenaux. Puis l'industrie nucléaire qui a trouvé enfin un débouché rêvé pour ses déchets, qui, au lieu de coûter très cher à stocker, rapportent grâce à une clientèle toujours solvable: l'armée! L'OTAN qui assure le relais

entre les Etats-Unis et l'Europe et qui, avec la complicité de quelques armées du continent, a déversé sans scrupule 40 000 projectiles à l'UA au Kosovo et en Serbie. L'ONU, censée éviter ce genre d'affrontement en utilisant des moyens plus civilisés, se cantonne dans une prudente réserve tout en tolérant les liens contre nature qui unissent deux

de ses agences: l'OMS et l'AIEA. Cette dernière, veille au bon positionnement de l'UA sur l'échelle de la dangerosité avec la caution sereine de l'OMS, et orchestre la publication des rapports rassurants de soi-disant «experts», tous liés de près ou de loin au nucléaire civil ou militaire.

Autrement dit... On demande aux pollueurs de nous éclairer sur les dangers de leur pollution !

Enfin, l'OMS - qui devrait jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre la catastrophe sanitaire programmée par l'usage croissant de l'UA - s'abstient de troubler cette belle entente et se contente de réclamer 22 millions de dollars pour commencer ses «recherches».⁴

Lassé d'assister passivement à cette tragédie, CONTRATOM a tenu à organiser, avec ses modestes moyens, une conférence de presse originale agrémentée d'une performance de la troupe des «Montreurs d'images» sur la place des Nations, puis devant l'ONU et enfin devant l'OMS.

Grâce à la bonne volonté de quelques personnes, un petit grain de sable a pu être glissé dans les rouages silencieux et impitoyables des organisations internationales qui, dit-on, contribuent au renom de Genève. Ce n'est qu'un début...

Paul Bonny



mes sur l'«ennemi» et même sur leurs propres troupes... sans compter les populations civiles; tous ces industriels, ces ouvriers, qui produisent des armes interdites par les droits de l'Homme et par la Convention de Genève de 1949; tous ceux qui travaillent dans l'information; les médias, qui ont le devoir de s'informer à des sources multiples et diversifiées, et non pas celui de retranscrire servilement l'information fournie par ceux qu'elle a choisi de protéger.

Toutefois, il faut savoir que certains ont tenté de manifester une opinion divergente: ils ont connu divers ennuis de nature à bien vite les ramener à la raison d'Etat. Les moyens de pression ne manquent pas, surtout dans le monde médical, militaire, médiatique, politique, etc. Raison pour laquelle les opposants se trouvent souvent parmi les retraités, qui osent enfin s'exprimer. Pour le reste, l'opposition est essentiellement composée d'une nébuleuse d'écologistes, de pacifistes, de scientifiques intègres et de vétérans de la guerre du Golfe atteints dans leur santé par les armes qu'ils destinaient à l'«ennemi».

Il y a aussi ceux qui ont combattu dans les Balkans, dix ans plus tard, avec les mêmes moyens et qui connaissent les mêmes problèmes...

Enfin, l'uranium appauvri fait l'objet de quelques publications critiques de



¹ OMS : rapport technique numéro 151, Genève, 1958, p. 50

² Rapport de l'UNSCEAR (Comité scientifique des Nations Unies sur les effets des radiations atomiques), publié à l'occasion du 14ème anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl en juin 2000

³ M. Meissonnier, F. Loire, R. Trilling : Uranium appauvri, la guerre invisible. R. Laffont, février 2001

⁴ Selon les journaux (par exemple la Tribune de Genève du 2 février 2001)

Uranium appauvri - Liaisons dangereuses...

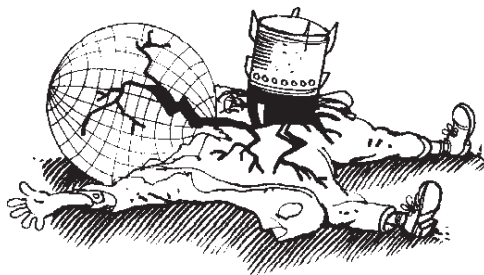
12 février 2001: 120 minutes pour réveiller l'OMS... (suite de la une)

Alors quelle surprise de voir, dès notre arrivée, un comité d'accueil tout sourire devant les flashes et les caméras, jouant son rôle à merveille. Le Dr Daniel Tarantola, Conseiller Principal auprès du Directeur Général nous assure d'une réponse à notre lettre avant la fin de la semaine. Raymond, Anne-Cécile et Philippe n'en reviennent pas !

Les montreurs d'images nous offrent alors une éloquente pantomime où l'OMS, du haut de ses échasses, ne s'aperçoit pas que la joyeuse ronde des lutins A, I, E, A a pour but de la ligoter, au son d'une douloureuse cacophonie. Lorsque les liens se déferont, la musique s'adoucirait et l'OMS se retrouverait enfin libre... C'est notre souhait.

Bilan provisoire

Plus de 100 dossiers de presse ont été diffusés, d'innombrables contacts téléphoniques et entretiens avec la presse ont porté leurs fruits: 15 articles ou communiqués ont paru, d'autres paraîtront encore, certains sont à rédiger. Des contacts prometteurs ont été noués (notamment avec «Mise au Point») et l'in-



formation n'a pas fini de circuler, y compris au delà de nos frontières. Notre site Net doit permettre de diffuser très largement les lettres adressées aux dirigeants de l'ONU et de l'OMS et surtout, nous apporter une montagne de signatures dont nous ferons très bon usage... Et puis, on pourrait imaginer que nos autorités cantonales et fédérales partagent notre indignation et interviennent pour appuyer notre démarche. En ce qui nous concerne, nous ne laisserons pas l'OMS en paix tant qu'elle ne se sera pas affranchie de la servitude du monde trouble des promoteurs du nucléaire. Chacun son boulot.

Paul Bonny

JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211 Genève 8

CONTRATOM

...est sur le web !

N'oubliez pas de visiter et de faire connaître notre site...

www.contratom.ch

Merci de nous communiquer vos remarques et propositions d'améliorations.

Vous pouvez aussi nous envoyer des messages électroniques à l'adresse...

info@contratom.ch

Vous pouvez bien sûr encore et toujours nous contacter en appelant ou faxant au...

022 740 46 12

Vos écrits sur papier sont à adresser à la...

Case postale 65
1211 GENEVE 8

Mais surtout **VOUS** êtes bienvenu-e-s en personne pour renforcer l'équipe de CONTRATOM, participer à nos travaux, à nos actions, donner un coup de main... N'hésitez donc pas à prendre contact par l'un des canaux ci-dessus.

Enfin, votre soutien financier nous est aussi précieux, nous n'avons aucune autre ressource, ainsi vos dons, mêmes les plus modestes sont accueillis sur notre...

CCP 12-13446-0

Merci...

de votre soutien qui a contribué à faire aboutir le référendum fédéral
«Spéculer sur l'électricité ? Non Merci !»

CONTRATOM tient à remercier chaleureusement tous ses membres et sympathisant-e-s qui se sont engagé-e-s pour nous permettre de jouer un rôle, modeste mais significatif, dans la campagne contre la dite «libéralisation» du marché électrique (LME).¹

Nous avons dépassé (largement!) le quota de signatures que nous nous étions engagés à fournir dans le cadre du comité unitaire genevois. Vous avez été nombreux/euses à nous renvoyer des paraphes récoltés, des contributions financières pour cette campagne et à nous apporter vos encouragements.

C'est important à un moment où du côté de certains milieux de défense de l'environnement (par exemple au WWF Suisse), on cède - ou on est tenté de céder - aux sirènes d'une loi du «tout-au-marché» et à l'emballage «vert» d'une LME qui est essentiellement hostile au contrôle démocratique et aux exigences écologiques dans le secteur électrique.

En outre, les autorités fédérales, comme nous l'avons relevé, sont forcées de reconnaître que la LME exerce une pression à la baisse sur la sécurité des centrales atomiques de ce pays et, dans le récent message du Conseil fédéral sur la nouvelle loi atomique (LENu), celui-ci défend notamment des scénarios d'extension de la durée d'exploitation des centrales au nom de leur amortissement dans la durée dans le marché mis en place par la LME.

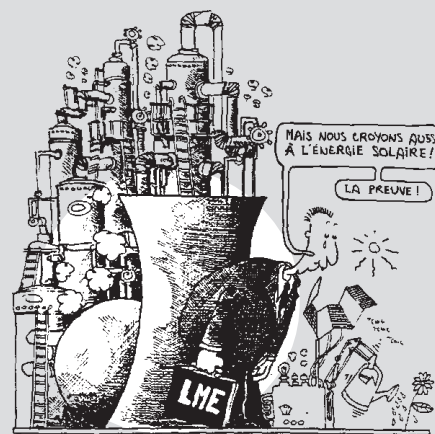
«La preuve du besoin [de nouvelles centrales nucléaires] n'a plus de raison d'être sur un marché de l'électricité libéralisé» y écrit-il aussi par exemple². La LME est cousine de la LENu que le Conseil fédéral oppose à nos initiatives antinucléaires et les deux lois sont prévues pour fonctionner l'une avec l'autre.

Si le référendum sera déposé ce 9 avril (10H00 au Palais fédéral), la campagne ne fait que commencer en vue d'une votation populaire début décembre. Les antinucléaires y ont leur place et devront - eux aussi - articuler la LENu et la LME, en s'y opposant, pour combattre pour une véritable SORTIE DU NUCLEAIRE.

Pierre Vanek

¹ Notre N° Spécial de CONTRATOM contre la LME est disponible, sur commande ou sur notre site web

² Message du Conseil fédéral de mars 2001 p. 76



...libérer l'OMS de l'emprise de l'AIEA

A Monsieur Kofi A. Annan
Secrétaire général
des Nations Unies
GENEVE

A Madame Gro Harlem Brundtland
Directrice générale de l'Organisation
Mondiale de la Santé
GENEVE

Monsieur le Secrétaire général,

Sensibilisés par la lecture de votre émouvante préface du Rapport OCHA 2000 sur Tchernobyl, nous souhaitons répondre à votre appel et apporter notre contribution à l'éveil des consciences, face aux conséquences de ce drame.

Dans le cadre général établi par la Charte des Nations Unies, deux organisations aux buts diamétralement opposés ont conclu, en 1959, un accord selon lequel elles agiront «en coopération étroite». Ainsi, depuis plus de 40 ans, l'OMS dont la tâche est d'amener tous les peuples au niveau de santé le plus élevé possible, est sans cesse freinée par l'AIEA au point qu'elle a attendu cinq ans avant d'intervenir sur le terrain, à Tchernobyl.

Aujourd'hui, le nucléaire a démontré les dégâts incommensurables qu'il est en mesure de causer à l'humanité et à l'environnement. Et cela, pour des générations et des générations, en leur léguant nos déchets à gérer pendant des millénaires.

Le moment est venu, pour l'OMS, de s'affranchir des contraintes contre nature qui la lient à l'AIEA, promoteur officiel du nucléaire commercial. Il convient donc d'amender sans tarder l'accord OMS/AIEA (Res. WHA 12-40).

En effet, sur des sujets aussi préoccupants pour l'avenir de notre Planète que Tchernobyl, les faibles doses de radiations et le recours croissant à l'uranium appauvri pour des usages civils et militaires, le monde entier attend de l'OMS qu'elle soit en mesure de s'exprimer librement sur la base de travaux scientifiques irréprochables, et d'agir conformément à sa Constitution.

Les soussignés vous demandent instamment d'entreprendre sans tarder toutes les démarches qui permettront à l'OMS de retrouver une totale indépendance.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'expression de notre très respectueuse considération.

Madame la Directrice générale,

En 1957, un groupe de vingt experts conviés à Genève par l'OMS *«estime que le bien-être des descendants de la génération présente est menacé par l'emploi grandissant de l'énergie nucléaire et des sources de rayonnement.»*

La publication de ce rapport par l'OMS va provoquer une vive réaction du lobby nucléaire qui redoute de voir l'opinion publique s'opposer à ses projets de développement. L'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) est alors créée dans le but *«de hâter et d'accroître la contribution de l'énergie atomique à la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier.»* Deux ans plus tard, l'AIEA conclut, au sein de l'ONU, un accord avec l'OMS: Désormais, l'AIEA contrôle les recherches et les publications de l'OMS sur le sujet.

L'organisation que vous avez l'honneur de diriger n'est ainsi plus en mesure d'honorer sa Constitution qui prévoit d'aider à former une opinion publique éclairée en ce qui concerne l'impact du nucléaire sur la santé des peuples et des générations futures.

Voilà qui explique l'attitude pour le moins ambiguë de l'OMS dans les nombreux débats provoqués par les conséquences sanitaires de l'usage civil et militaire de l'énergie nucléaire.

Le moment est venu, pour l'OMS, de s'affranchir des liens contre nature qui la lient au lobby nucléaire.

Sur des sujets aussi préoccupants pour l'avenir de notre Planète que Tchernobyl, les faibles doses de radiations et le recours croissant à l'uranium appauvri pour des usages civils et militaires, le monde entier attend de l'OMS qu'elle se prononce clairement et librement sur la base de travaux scientifiques irréprochables.

Les soussignés vous demandent instamment d'entreprendre sans tarder toutes les démarches nécessaires pour retrouver votre totale indépendance.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Directrice générale, l'expression de notre très respectueuse considération.

Signataires initiaux, pour CONTRATOM :

Raymond Beffa,
président

Anne-Cécile Reimann,
vice-présidente

Paul Bonny,
membre

Ces deux lettres sont proposées aujourd'hui à la signature de toutes celles et de tous ceux qui souhaitent une OMS réellement digne de foi. Par ma signature, je les appuie.

Nom	Prénom	Adresse - Lieu	Signature

A renvoyer rapidement à : ContrAtom, C.P. 65, 1211 Genève 8